RÉTABLISSONS LA VÉRITÉ

6 réponses à l'enfumage du Front national

L'étranger pille nos acquis sociaux, notre Sécurité sociale.

FAUX C'est exactement le contraire. Les immigrés sont une bonne affaire pour l'État. Ils rapportent plus de douze milliards d'euros par an et paient en partie nos retraites. Selon une étude réalisée sur 3 ans par un groupe de chercheurs de l'université de Lille et publiée en 2009, si les immigrés reçoivent de l'État 47,9 milliards d'euros, ils lui reversent 60,3 milliards ; soit un solde positif de 12,4 milliards d'euros. Les 47,9 milliards d'euros que coûte l'immigration au budget de l'État sont ventilés comme suit : retraites 16,3 milliards d'euros ; aides au logement 2,5 milliards ; RMI 1,7 milliard ; allocations chômage 5 milliards ; allocations familiales 6,7 milliards ; prestations de santé 11,5 milliards ; éducation 4,2 milliards. Et ils payent des impôts : 3,4 milliards d'euros sur le revenu ; 3,3 milliards sur le patrimoine ; 18,4 milliards d'impôts et taxes à la consommation ; 2,6 milliards d'impôts locaux et autres ; 6,2 milliards de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et contribution sociale généralisée (CSG) ; 26,4 milliards de cotisations sociales. Au-delà des chiffres, qui peut ignorer que nombre de services ne fonctionnent en France que grâce à l'immigration ? Plus de la moitié des médecins hospitaliers dans les banlieues sont étrangers ou d'origine étrangère. Pas moins de 42 % des travailleurs des entreprises de nettoyage sont des immigrés. Il faut une sacrée dose de mauvaise foi pour nier l'apport des immigrés à l'économie et au modèle social de la France. ■

Des manifestations sont régulièrement organisées en France, ici à Paris, pour dire non au rejet de la différence et que d'autres solutions existent.

L'étranger vole notre travail, notre retraite

FAUX Il y a 11 % d'immigrés en France, un chiffre dans la moyenne européenne. La deuxième génération est estimée à 6,7 millions de personnes, dont 2,2 sont issus de couples « mixtes » (un seul parent immigré). Toutes les études confirment que, de façon générale, les immigrés accèdent difficilement aux emplois les plus qualifiés. Ils héritent le plus souvent d'emplois pénibles, précaires et mal rémunérés, palliant les difficultés de recrutement dans certains secteurs de l'économie. Ils connaissent ainsi un niveau de vie médian inférieur de 30 % au niveau de vie médian en France. Contrairement aux discours du Front national et de nombre de représentants de la droite, la présence d'immigrés ne prive pas les « Français » de travail. L'économie d'un pays, et donc le nombre d'emplois, dépend du nombre de personnes vivant sur son territoire du fait, entre autre, de leur consommation. Il faut ajouter à cet apport que l'immigration est une réponse au vieillissement démographique et au financement de la protection sociale et des retraites. ■

L'étranger alimente la délinquance

FAUX Les statistiques officielles notent une augmentation des poursuites pour vol sans violence des étrangers sur le sol national. Dans le même temps, elles confirment que les Français représentent les trois quarts des personnes poursuivies par la police et la justice. La « visibilité » des étrangers délinquants tend à amplifier un phénomène qui existe bien mais reste marginal et limité géographiquement. ■

Ne nous laissons pas charmer par un discours du FN qui se veut séduisant, au risque de nous brûler les ailes.

L'étranger nous envahit

FAUX La France a toujours été une terre d'accueil pour les victimes de la misère et des régimes répressifs. Cette attitude est constitutive de l'image et de l'identité de notre pays, ce que le Front national, qui ne cesse de se réclamer de l'identité de la France, omet soigneusement de rappeler. L'organisation d'extrême droite espère en effet tirer un profit électoral de la crise migratoire que connaît le monde aujourd'hui en proclamant que nous serions envahis par les migrants. Or la France est en partie responsable de la situation faite aux populations qui fuient la guerre et les destructions en Lybie, en Syrie notamment. Notre pays s'apprête à accueillir 20 à 25 000 réfugiés, quand le Liban, petit pays de 6,5 millions d'habitants, en accueille un million et demi. L'Europe accueille moins de 8 % des 60 millions des personnes déplacées dans le monde. Un migrant pour 1 000 habitants. Aucun des 28 pays européens ne figure parmi les 10 pays qui accueillent le plus de réfugiés. Les pays en voie de développement, les plus pauvres, en accueillent 90 % ! ■

L'étranger casse notre société judéo-chrétienne

FAUX La société française n'a jamais été seulement chrétienne. Elle a été surtout catholique. Protestants et autres vaudois ont payé pour le savoir. En 2015, notre société est marquée par la diversité des origines et des cultures reposant sur le socle républicain et laïque. Si la France est un pays « judéo-chrétien », que doit-on faire de toutes celles et tous ceux qui ne respectent pas les 10 commandements ? Si on se réfère à la représentativité supposée des religions en France, on peut dire que nous sommes, dans l'ordre d'importance, un pays christiano-aucuno-islamo-bouddhisto-juif. Et comme il n'y a strictement aucune raison objective de remettre en cause le caractère « français » des partisans de telle ou telle croyance ou incroyance, parler du caractère « judéo-chrétien » de la France relève de l'arnaque. ■

Ras-le-bol, je vais voir ailleurs

« J'ai tout essayé, la droite et la gauche. Je vais essayer autre chose avec le Front national ». Cette phrase revient dans les conversations. Le mal est profond. Il faut y répondre. Avec des arguments précis.

Le FN, c'est le racisme institutionnalisé, la haine de l'autre. Pas seulement. Il s'agit aussi, sous le couvert d'un discours populiste, d'une structure politique au service du patronat et pas seulement le plus rétrograde. Sur toutes les questions sociales, le FN constitue un danger pour les salariés et les retraités. Exemples ?

Les rémunérations ? Celles-ci sont constituées du salaire direct (le net en bas de la fiche de paie) et du salaire socialisé (les cotisations sociales patronales et salariales). Le FN souhaite baisser les cotisations sociales des salariés, mais rien ne dit que les patrons ne récupéreront pas cette manne. Le FN se propose donc de baisser les cotisations sans garantie d'augmentation du salaire.

La fiscalité ? Le FN préconise l'instauration d'une tranche maximale à 46 % et la suppression de l'impôt sur la fortune. Avec le FN, ce sont les plus aisés qui paient le moins d'impôt. Le FN considère le travail comme un coût, conditionne les droits des salariés en fonction de leur nationalité, prône l'élitisme à l'école, à l'opposé de l'école pour tous garante de l'égalité républicaine et partage l'orientation du Medef sur les retraites. Enfin, en opposant travailleurs français et immigrés, le FN cherche à les détourner de la question essentielle qui est celle de la répartition inégale des richesses. Il sert ainsi les intérêts du patronat. ■

Pascal Santoni et José Fort